

AKTUELL

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Les syndicats affaiblis

David Angel

Le compromis trouvé dans le conflit qui oppose Claude Meisch aux enseignants pourrait s'avérer dévastateur pour les syndicats.

Enfin un accord ! C'est avec un certain soulagement qu'une partie de l'opinion publique a appris la signature d'un accord entre le ministre de l'Éducation nationale Claude Meisch et l'intersyndicale composée des trois syndicats d'enseignants du secondaire. L'accord, obtenu en procédure de médiation, a été signé le 31 juillet. Si la Féduse a donné feu vert tout de suite, l'Apess tout comme le SEW ont dû consulter leur base auparavant.

Que contient-il, cet accord ? Premièrement, la suppression de la double correction des épreuves organisées pendant l'année de terminale. Puis un éventuel allongement de la durée des cours en terminale d'une à deux semaines, dans la mesure du possible. Dans le cas où un prolongement de la durée des cours ne serait pas possible, un coefficient réducteur - ligne rouge des syndicats jusque-là - sera introduit afin de ne prendre en compte que les heures de travail réellement prestées. Selon le même principe, un coefficient réducteur sera introduit pour les branches qui ne figurent pas à l'examen et qui « chôment » pendant les épreuves.

En même temps, les travaux liés aux examens finaux seront intégrés dans la tâche de l'enseignant. La surveillance pour les épreuves de fin d'études ainsi que la correction des 25 premières copies ne seront plus indemnisées. La formation continue pour les enseignants sera portée de huit à 48 heures annuelles.

Un accord sous la menace ?

L'indemnité de base pour les commissions d'examen, composées de professeurs, directeurs de lycée et commissaires gouvernementaux, sera réduite à 50 pour cent de son montant initial. Le refus de Meisch d'abolir cette indemnité de base, dont profitent certains des fonctionnaires du MENE, avait fait monter au créneau les syndicats il y a quelques semaines (woxx 1326).

En échange des concessions faites par les professeurs, les « décharges pour ancienneté » ne seront pas touchées - une des lignes rouges des syndicats ne sera donc pas franchie. De plus, un comité permanent composé de représentants du ministère et des syn-

dicats, ayant pour but d'analyser l'impact des mesures conclues, sera mis en place.

Si certains points de l'accord, comme la hausse des heures de formation continue, semblent tout à fait raisonnables, d'autres le sont beaucoup moins. Ainsi, la double correction des épreuves de terminale fait partie des rares garde-fous destinés à protéger les élèves de l'arbitraire. Ces épreuves comptant pour un tiers de la note finale de fin d'études, la suppression de la double correction risque de faire dépendre l'élève de la seule bonne volonté de son titulaire. C'est d'ailleurs ce qu'a critiqué le Parti pirate dans un communiqué, rappelant que l'intérêt de l'élève devrait être au centre des préoccupations des politiques éducatives.

Il en va de même pour le prolongement de l'année scolaire d'une à deux semaines : « En faisant commencer les examens plus tard, la semaine de pause entre les épreuves écrites risque de disparaître, ou alors les résultats arriveront à un moment où il ne restera pas beaucoup de temps pour s'inscrire dans les universités », commentent les Pirates.

Le bureau de coordination des comités des enseignants, qui a bloqué des ébauches d'accord à plusieurs reprises, a rappelé le rejet massif des mesures d'économie par les enseignants. En effet, plus de 93 pour cent des trois quarts des professeurs qui avaient participé au vote sur une précédente proposition d'accord l'avaient rejetée. L'intersyndicale s'était engagée à « respecter à la lettre » l'attitude de la base dans les négociations. Le bureau de coordination reproche à Meisch d'avoir menacé les syndicats de faire passer des mesures « encore plus défavorables » s'ils ne signaient pas l'accord obtenu en médiation.

Si cela était vrai, et en prenant en considération les déclarations visant l'intersyndicale que le ministre avait prononcée début juin (woxx 1323) - « quand je vais dans les écoles, il y a beaucoup d'enseignants qui viennent me voir et qui me disent qu'ils ne se sentent pas représentés par les syndicats » -, il pourrait s'agir là d'une stratégie visant à affaiblir durablement les syndicats. En les « obligeant » à signer un compromis dont il sait pertinemment que la base le rejettera, tout en jouant les intérêts des enseignants contre ceux des élèves, Claude Meisch peut espérer les délégitimer considérablement.

SHORT NEWS

Auch nach dem Referendum: Mehr Partizipation!

(da) - Es sind harte Worte, die die Initiative JO.16 zur Regierungspolitik in Bezug auf mehr politische Partizipation der Jugend findet. Der Zusammenschluss, der sich vor dem Referendum für ein Wahlrecht ab 16 stark gemacht hatte, wirft den politischen Entscheidungsträgern vor, das Recht der Jugendlichen auf politische Mitbestimmung sträflich zu vernachlässigen. Während man sich in der Frage der Partizipation von Nicht-Luxemburgern nach Alternativen zur abgelehnten Ausweitung des Wahlrechts umschau, geschehe jugendpolitisch nichts dergleichen. Vielmehr habe man, „peinlich berührt“ durch das Resultat des Referendums, entschieden, das Thema für längere Zeit ad acta zu legen. Ein „destruktives Signal“ werde dadurch an die Jugendlichen gesandt, man könne das Gefühl bekommen, die Referendumsfrage sei bloß eine „Scheinfrage“ gewesen. Dementsprechend fordert JO.16 einen Mentalitätswandel: Einerseits müsse die politische Bildung in den Schulen endlich vernünftig und fächerübergreifend angegangen werden. Andererseits solle politisches Engagement von Jugendlichen, das für JO.16 zur „non-formalen Bildung“ gehört, auch bei der Benotung im Sekundarschulunterricht gewürdigt werden. Schlussendlich müsse sich ehrlich und ohne Umschweife mit der Frage „Misstraut unsere Gesellschaft ihren Jugendlichen?“ auseinandergesetzt werden.

Loi sur la burqa : le Conseil d'État freine

(lc) - Déposée en octobre dernier (woxx 1290), la proposition de loi du député ADR Fernand Kartheiser visant à interdire le port du voile intégral - la burqa ou le niqab pour être plus précis - vient d'être avisée par le Conseil d'État. Alors que le dépôt de ce projet de loi était de toute façon de nature purement symbolique, comme c'est souvent le cas avec la droite populiste - qui voulait il y a peu proposer une loi afin de tenir un référendum sur le mariage homosexuel -, la haute corporation a fait son travail et pointé tous les manques contenus dans la proposition Kartheiser. Ainsi, le Conseil d'État a constaté une certaine redondance dans les articles de la loi et met en doute la nécessité de modifier le Code pénal pour la faire appliquer. En outre, il a mis en avant certaines formulations illogiques concernant les exceptions à l'interdiction du voile - pour le carnaval par exemple, qui serait une tradition -, alors que le voile aussi relève de la tradition religieuse. Que le Conseil d'État l'ait fait pour protéger la bonne image dont jouit la place financière locale dans le monde musulman ou par conviction, lire comment il démonte cette proposition mal ficelée et qui cache à peine son caractère xénophobe fait du bien.

Klima: Eitel Sonnenschein

(lm) - Eine gute Nachricht gibt es aus dem kleinen Luxemburg zu vermelden: Das neue Règlement grand-ducal zur Förderung der Solarenergie sieht einen maßgeschneiderten Einspeisetarif für kollektive Großanlagen vor. Damit kommt der Minister einer Forderung nach, die von Gemeinden und dem NGO-Bündnis Votum Klima aufgestellt worden war (woxx 1327). Eine Reaktion seitens der NGOs war leider nicht zu bekommen - vermutlich sind die AktivistInnen dabei, ihre Solar-Akkus im Hinblick auf die Pariser Konferenz aufzuladen. Eine gute Nachricht aus der großen Welt ist der jüngste „Clean Power Plan“ von US-Präsident Barack Obama. Gegen die innenpolitischen Widerstände will er bis 2030 den CO₂-Ausstoß bei der Stromerzeugung um 32 Prozent gegenüber 2005 senken - bisher waren 30 Prozent vorgesehen. Dies werde andere Länder anspornen, sich vorwärts zu bewegen, freute sich Umweltministerin Carole Dieschbourg im 100,7-Interview. Eine „kleine“ gute Nachricht, findet der Guardian, der den Plan als „überfällig, aber begrüßenswert“ bezeichnet. Und in Slate schreibt der Experte Eric Holthaus, der Plan sei keineswegs so mächtig, wie Obama glauben machen wolle. Er werde den nationalen CO₂-Gesamtausstoß um etwa sechs Prozent senken - nötig wären 80 Prozent. Und, was Dieschbourg eigentlich verdrießen müsste: Die USA weigern sich weiterhin, in Paris über rechtlich verbindliche Klimaziele zu verhandeln.